

Burundi : Volte-face sur la hausse des prix de l'eau et de l'électricité

RFI, 10 juin 2011 Face à la colère de la population, le gouvernement burundais a suspendu ce 9 juin 2011 la hausse du prix de l'électricité et de l'eau. Les prix fixés par la Régie nationale de production et distribution de l'eau et de l'électricité (Regideso) étaient passés du simple au quadruple au début du mois. Une mesure jugée «à l'indécence» par les organisations de la société civile.

Depuis une semaine, la population n'avait cessé de déverser sa colère à travers les radios locales et avait menacé de descendre dans la rue si le gouvernement burundais ne revenait pas immédiatement sur sa décision. Le 1er juin dernier, la Regideso avait annoncé brutalement une hausse de 100 à 300% des prix de l'eau et de l'électricité, selon les tranches de consommation. Finalement, le gouvernement a cédé à la pression populaire. Il ne s'en cache pas : « Nous avons entendu les réactions négatives. Il est mieux qu'on suspende cette mesure, a déclaré le ministre de l'Énergie, M. Bucumi, tout en mettant en garde ceux qui veulent soulever la population. Qu'ils sachent que notre mission, c'est surtout de rendre service à la population ». La société civile burundaise se frotte aujourd'hui les mains : « La population a haut et fort une mesure injuste et impopulaire. La suspension de cette hausse est une victoire de la population » se réjouit Gabriel Rufyiri, président de l'Observatoire de lutte contre la corruption et les malversations économiques, l'un des principaux leaders de la fronde populaire. Mais la société civile burundaise ne veut pas en rester là. Gabriel Rufyiri assure que la population burundaise est aujourd'hui décidée à mener le combat pour la fin des privilèges que s'est appropriés la classe dirigeante au Burundi qui ne paye pas d'impôts et bénéficie gratuitement de l'eau, de l'électricité, de la fonction et de l'essence, dans un des pays les plus pauvres du monde. Depuis plusieurs mois, le gouvernement burundais tente de restructurer la compagnie nationale des eaux et d'électricité (Regideso), en proie à d'importantes difficultés financières. Le projet a été suspendu en février face aux menaces de la Banque mondiale de geler son aide. Moins de 3% de la population du Burundi est connectée au réseau d'eau et d'électricité.